

RADICALISATION des LUTTES ÉTUDIANTES

Au cours du mois de mai, on a assisté à deux phénomènes : d'une part, une radicalisation des étudiants, d'autre part, une cassure du corps enseignant en deux parties, l'une se joignant aux étudiants, l'autre, au contraire, les invitant à la « modération ». Nous allons tenter d'analyser le processus suivant lequel ces deux phénomènes se sont produits, sans chercher à les séparer dans la mesure où ils sont en fait liés.

Au départ, les objectifs des manifestants étaient clairs et simples : libération de nos camarades, ouverture de la Sorbonne, évacuation par les forces de police du Quartier Latin. Or, sur de tels mots d'ordre, l'ensemble des milieux universitaires se sentait en droit de manifester. Ainsi, le corps enseignant est-il apparu dans sa grande majorité favorable aux manifestants, ne serait-ce que parce qu'il trouvait injuste la procédure suivant laquelle on avait condamné quelques étudiants, parce qu'il trouvait inadmissible la férocité avec laquelle la police avait fait évacuer la Sorbonne, ou enfin

parce qu'il ne pouvait tolérer que l'on porte atteinte à la « franchise universitaire » qui veut que les forces dites de l'ordre ne pénètrent pas dans les enceintes des facultés. Cependant, l'attitude de la police a conduit les manifestants à donner à leur lutte une forme révolutionnaire. A partir de ce moment, il y a eu phénomène dialectique entre les objectifs et la forme des manifestations. Les manifestants ont d'abord saisi la nature réelle du pouvoir, ensuite ils ont été amenés à se poser la question du pourquoi une répression si féroce. Alors, ils ont d'abord saisi que le problème qu'ils posaient était double : d'une part une mise en cause de la place de l'Université dans la Société (essentiellement le rôle du cadre sorti de l'Université), d'autre part un problème de pouvoir au sens général. Si ces problèmes étaient déjà assez clairement posés par quelques étudiants, ils l'ont alors été par la majorité des manifestants. Pendant cette période qui nous conduit jusqu'au 11 mai, la partie du corps enseignant a bien senti que les idées des manifestants évoluaient et elle s'est bien aperçu qu'un problème de pouvoir était posé. Cependant, elle a pu

croire qu'il s'agissait du pouvoir au sein de l'Université qui était remis en cause, ce à quoi elle souscrivait encore s'étant elle aussi heurtée au dédale administratif, à la dilution des responsabilités dans les structures universitaires... Or, il s'agissait en fait du pouvoir politique. Tant que cette ambiguïté n'a pas été levée, les apparences de solidarité sont restées.

Sur un autre plan, au fur et à mesure que la conscience du fait qu'un problème de pouvoir politique était posé, se faisait plus nette, les manifestants ont ressenti le besoin de faire appel à une couche de la population de plus en plus large ; ils ont alors rapidement compris que seuls les ouvriers et les paysans pouvaient être partie prenante de leur combat. Ceci non plus, la partie du corps enseignant qui ne manifestait pas ne l'a pas perçu.

Cette apparente unité des milieux universitaires s'est brisée lorsque les étudiants ont pu débattre de tous ces problèmes à la Sorbonne et ailleurs. En effet, on a assisté à une division en deux tendances : d'un côté, les « réformistes » cherchant à mettre en oeuvre une réforme de l'Université visant à en faire un meilleur outil ; de l'autre,

les « révolutionnaires » affirmant que les problèmes des fondements de l'Université passaient par celui plus général du pouvoir politique et de la structure sociale.

Les premiers entendaient mettre au point seuls, c'est-à-dire sans intervention de

milieux extra-universitaires, leur réforme de l'enseignement.

Les deuxièmes, au contraire, s'efforçaient de faire participer au débat les ouvriers et les paysans. Ils n'oublient pas le besoin qu'ils ont ressenti de faire appel au prolétariat au

cours des précédentes manifestations.

Au cours du temps, la première tendance a vu ses rangs se grossir de divers enseignants et étudiants qui avaient été balayés par le grand « souffle révolutionnaire » du mouvement.



JUIN 1968

Rédacteur en chef : **Jean-Daniel BENARD**

Comité de Rédaction :

U.N.E.F. : SAUVAGEOT, PIERQUIN, MICHEL, MASSON, SCHWARTZ.

C.A.L. : WEISSBERG, RECANATI, BUTAUD.